

Anarchistes, Black Blocs, antifas, No Borders...

Activistes

Ils sont les “bras armés” de l’ultragauche, que Mélenchon rêve de rallier à son panache rouge. Qui sont-ils ? D’où viennent-ils ? Que veulent-ils ? Enquête sur ces groupuscules d’idéologues, de bloqueurs et de casseurs qui veulent détruire la France. En toute impunité.

Triste privilège : aujourd’hui, les activistes d’extrême gauche les plus puissants d’Europe sont français. Portée par la faiblesse de l’État, mais aussi par leurs puissants relais au sein des médias, tel le mouvement Nuit debout porté au pinacle par l’Obs et Libération, cette obscure nébuleuse libertaro-sectaire ayant tissé en son sein de nombreux liens attise et pratique ouvertement l’extrême violence de rue, en particulier contre les forces de l’ordre – son ennemi public numéro un. Cette “exception française”, qui

fait de nous la risée du monde, continue, plus de deux siècles plus tard, à se revendiquer de la Révolution française, notamment de ses “enragés” Marat et Gracchus Babeuf, puis, plus tard, du mythe de la Commune – et de ses massacres. Selon le professeur de science politique Philippe Raynaud, auteur de *l’Extrême Gauche plurielle* (Perrin, 2010), le Parti communiste, bien que désormais réduit à souffler sur les braises, porte une immense part de responsabilité dans la permanence de cet activisme radical prônant la “grève générale” et le “grand soir” : « Longtemps l’un des plus puissants d’Europe, le PC français, explique-t-il, a contribué à imposer l’idée que la “vraie gauche” était celle qui souhaitait rompre avec le capitalisme. » Ce qui fut, aussi, le discours du Parti socialiste, et de Mitterrand, pour accéder au pouvoir, en 1981. En résulte une tolérance généralisée vis-à-vis d’actions et

d’exactions qui auraient valu, pour bien moins que cela, la dissolution immédiate à n’importe quel groupe issu de l’autre extrémité du paysage politique. Souvent frileuse, elle aussi, sur cette question, la droite ne pourra faire l’économie d’un “grand ménage” parmi ces groupuscules si, de retour au pouvoir, elle entend – vraiment – restaurer l’autorité de l’État et réformer la France. A. F.

Altermondialistes, les utopistes d’un nouveau monde

En lutte contre le “nouveau monde néolibéral”, les altermondialistes prônent un nouveau monde plus “juste et social”. En France, les groupuscules altermondialistes sont nombreux, des plus pacifiques aux plus violents. Parmi les premiers, se trouve le collectif Jeudi noir, spécialiste de l’envahissement illégal des logements vides pour en faire des squats et ainsi dénoncer le manque d’accès au logement pour les plus pauvres, notamment à Paris. Très organisés, les militants altermondialistes bénéficient d’un réseau étendu d’avocats, de juristes... et bénéficient donc, le plus souvent, d’une assistance juridique gratuite. Certaines actions ont été le symbole des altermondialistes français, comme le démontage du McDonald’s de Millau, en 1999, par José Bové, alors chef de file de ce mouvement par ailleurs écologiste, radical et alternatif. De même pour le fauchage des champs d’OGM, dans les années 2000, avec le soutien de la Confédération paysanne. Avec l’aide d’autres groupuscules, mais aussi de partis d’extrême gauche comme le NPA, les altermondialistes se sont fait connaître à Sivens ou à Notre-Dame-des-Landes, où ils “luttent” aux côtés des zadistes contre les projets de barrage et d’aéroport. Frange la plus radicale des altermondialistes, les Black Blocs sont adeptes de méthodes encore plus violentes et illégales.

Black Blocs, les enragés du pavé

C’est au noir de l’anarchie et de leur tenue, ainsi qu’aux blocs compacts qu’ils forment dans les manifestations, qu’ils doivent leur surnom. Prônant ouvertement la violence pour “mettre à bas le système capitaliste” –



Manifestation d’antifas à Paris. Une centaine d’actions violentes à travers toute la France leur sont imputées par le ministère de l’Intérieur.

► qu'elle appelle "l'Empire" –, cette mouvance de l'ultragauche activiste est née dans les squats de Berlin-Ouest, dans les années 1980. Elle trouve ses racines dans le mouvement autonome italien de la fin des années 1960, dont l'une des branches françaises a débouché sur Action directe. Sa principale cible : la police. Parmi ses slogans : "Un flic, une balle ! Un proc, une rafale !", "Flic suicidé, à moitié pardonné" ... Définis comme "anarcho-autonomes" par le ministère de l'Intérieur et se surnommant entre eux les "totos" (pour "autonomes"), les Black Blocs (2 000 à 3 000 personnes) ne forment pas des groupes structurés mais fonctionnent en réseau, toujours sur le pied de guerre. Pour eux, la violence (contre les policiers, les commissariats, les institutions publiques et les banques) est un « acte de résistance », seul capable de "révéler" à l'opinion la « guerre invisible » déclarée par « l'État et le capital » aux citoyens. Selon les Black Blocs, l'extrême gauche "officielle" fait aussi partie du système. Au point, en octobre 2014, en marge d'une manifestation à Notre-Dame-des-Landes, de s'en prendre à... Mélenchon. Le président du Parti de gauche avait dû prendre la fuite. Avant, pour tenter de sauver la face, de dénoncer une pseudo-attaque de l'extrême droite...

Antifas, les fascistes rouges

"Pas de fachos dans le quartier ! Pas de quartier pour les fachos !" C'est en hurlant ces slogans qu'une vingtaine de "militants antifascistes" s'en sont



ROMAIN BEURIERE/REA

violemment pris, le 8 juin, à Paris, à un groupe de Veilleurs issus de La Manif pour tous qui souhaitaient participer à un débat organisé par Nuit debout. D'abord chassés de la place de la République, ils ont été ensuite agressés quai de Valmy. Selon le ministère de l'Intérieur, une centaine d'actions violentes (dégradations, agressions) sont à mettre à leur actif. Ce sont eux, l'année dernière, qui ont pris à partie une manifestation contre les migrants à Calais. Tué il y a trois ans lors d'une bagarre avec des skinheads, le militant antifa Clément Méric est leur "martyr". Constitué d'une trentaine de structures, le mouvement abrite notamment des militants entraînés aux sports de combat de la CNT (Confédération nationale du travail, anarchiste), de la Fédéra-

tion anarchiste et du NPA de Besançon. À l'origine : les Redskins des années 1980, ayant pour objectif de faire "la chasse aux skins". Sous les noms de Jeune Garde, puis d'Action antifasciste Paris-banlieue, ils ont longtemps été implantés dans la tribune Auteuil du Parc des Princes afin d'en découdre avec les supporters du PSG ultra-droitières de la tribune Boulogne. Autres branches : le Scalp (Section carcéral anti-Le Pen), qui fusionnera avec l'équipe de la revue *Reflexes* (d'où Scalp-Reflex) pour fonder le réseau No Pasaran. Appelant à la « destruction du capital, du pouvoir et de toute forme d'autorité », le site Antifa Network (www.antifa-net.fr) accueille une dizaine de groupes prônant « l'insurrection antifasciste ». Parmi eux : La Horde (« méchamment antifasciste ») ou Le Chat noir émeutier (« Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes »). Proches des propalestiniens, les antifas le sont aussi des rappeurs (« Le rap est à la révolte ce que l'essence est au bidon »).

Nuit debout, les doctrinaires gauchistes

Né de la contestation du projet de loi travail porté par Myriam El Khomri, le mouvement Nuit debout, ancré à l'extrême gauche, tente depuis sa création, le 23 février dernier, de rassembler toutes les gauches contestataires, des "frondeurs" du PS aux syndicalistes en passant par les communistes et les anarchistes. Sous l'égide discrète du réalisateur François Ruffin, journa-

Anarchistes Le retour du "groupe de Tarnac"

Selon une note des services de renseignements dévoilée au début du mois de juin par *le Point*, l'anarcho-activiste Julien Coupat, cerveau du "groupe de Tarnac", aurait lui-même organisé des débordements et des actions violentes en marge des manifestations contre la loi travail. Conclusion de cette note : « Leur responsabilité [celle des activistes du "groupe de Tarnac"] dans le déroulement des derniers événements est avérée. [...] le réseau affinitaire Coupat organise des réunions clandestines visant à mettre sur pied un mouvement révolutionnaire, échafaudant des activités visant à affai-

blir les institutions étatiques ». Installé, en 2005, en Corrèze dans le petit village de Tarnac, Julien Coupat avait pris la tête d'un groupuscule anarchiste d'extrême gauche ultra-violent, qui lui vaudra, en 2008, d'être mis en examen pour "direction et organisation d'une association de malfaiteurs en vue d'un acte terroriste". Il est soupçonné d'avoir activement participé au sabotage de plusieurs lignes de TGV. Il y a un an, le groupe et son leader affirmaient, dans un entretien dans *l'Obs*, vouloir « entrer en guerre, d'une manière ou d'une autre, contre ce qui nous gouverne ». P. Du.



PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

un montant de 24 millions d'euros... Le mouvement a été observé à la loupe par le gouvernement, inquiet des proportions que Nuit debout pouvait prendre. Plusieurs ministres s'y sont ainsi rendus incognito. D'autres personnalités sont allées aux débats, comme le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis... sans que personne le reconnaisse. Malgré une intense couverture médiatique, très peu de propositions ont émergé de ce rassemblement hétéroclite, où les adeptes de la théorie du complot et des idéologies antisémites s'expriment en toute liberté.

Khmers verts, zadistes, les écolo-activistes

Occupant notamment les sites de Notre-Dame-des-Landes, de Sivens et de Roybon, le mouvement zadiste (pour Zad : zone à défendre) est « né en Amérique latine, au Pérou, en Équateur et [...] au Mexique, où le mouvement des sans-terre a débouché sur des municipalités rebelles zapatistes », explique l'éco-

liste à l'hebdomadaire anticapitaliste *Fakir*, les "nuit-deboutistes" se sont notamment installés place de la République à Paris, où les débats ont vite tourné au pugilat. Les chantages de la liberté d'expression ont notamment

agressé l'intellectuel Alain Finkielkraut aux cris de « fasciste ! » ; ont dégradé le sol de la place de la République en arrachant des dalles pour faire place à un "potager solidaire" – alors que la place avait été rénovée, il y a trois ans, pour

<p>Pas de Calais - Arques - Château néo-gothique à restaurer. Beaux volumes de réception. 7 chbres. Jardin 1ha, dépendances. Exclu. DPE E. Réf. 62294. Prix : 890 000 € 03 22 29 98 72 - nordpasdecalsais@groupe-mercure.fr</p>	<p>Somme - 30mn de la côte, château et dépendances, parc 2.7ha. Demeure de 14 pièces rénovée avec authenticité. DPE vierge. Réf. 80361vm. Prix : 695 000 € 03 44 42 11 71 - picardie@groupe-mercure.fr</p>	<p>Île de France - 65km de Paris - Maison ancienne rénovée 300m², 5 chbres, jardin clos 1800m². Dépendance. Exclu. DPE D. Réf. 21612vm. Prix : 700 000 € 06 12 06 23 78 - ildefrance@groupe-mercure.fr</p>
<p>Paris 10ème - Fbg Saint Denis, dans impasse de charme, loft de 100m² superbement refait dans une ancienne imprimerie, 2-3 chambres. Réf. 13126va. Prix : 880 000 € 01 47 53 97 00 - paris@groupe-mercure.fr</p>	<p>Sarthe - Le Mans - Maison ancienne 220m², excellent état, 3ha avec piscine, jacuzzi, sauna, maison annexe, garages. DPE B. Réf. 69vm. Prix : 567 000 € 06 22 62 21 48 - paysdelaloire@groupe-mercure.fr</p>	<p>Rhône - Lyon 6° - Proche Parc Tête d'or. Appart. rénové 236 m². Triple réception, 4 chambres. Vendu meublé. DPE D. Réf. 7110va. Prix : 1 690 000 € 04 78 42 94 92 - lyon@groupe-mercure.fr</p>

+ 33 (0)1 47 05 51 37
www.groupe-mercure.fr
contact@groupe-mercure.fr

► nomiste Pascal Perri, auteur de *l'Écologie contre la démocratie* (Plein Jour, 2016). On lui doit le saccage de dizaines de commerces et d'édifices publics en marge de manifestations. Selon les zadistes, « le droit n'est rien d'autre qu'un outil de domination de la bourgeoisie et des puissants, coalisés pour asservir les masses, [et] le capitalisme, la forme la plus aboutie du Grand Satan ». Dans leur livre, *Défendre la Zad* (L'Éclat, 2016), le collectif Mauvaise Troupe le reconnaissait : « La Zad est un refuge, parce que sans contrôle d'identité ! Des mineurs en fugue aux réfugiés de Calais... » Hors la loi et ultra-violents, armés de gourdins, de barres de fer et de cocktails Molotov, ils n'en sont pas moins soutenus par les principaux responsables d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), telle Cécile Duflot appelant, à leur côté, à la « désobéissance civile ». Dans son livre écrit avec Patrick Farbiaz (*Changeons le système, pas le climat*, Flammarion, 2015), Noël Mamère allait jusqu'à écrire : « Ce sont les insubordinations qui, en se multipliant et en s'étendant, ouvrent la voie à un mouvement pour l'autodétermination sociale, autonome par rapport à l'État et aux lobbies des grandes entreprises. » Icône des



écologistes et lui aussi soutien des zadistes, Daniel Cohn-Bendit a longtemps ouvertement préconisé la pédophilie : « Vous savez que la sexualité d'un gosse, c'est absolument fantastique, écrivait-il dans son livre *le Grand Bazar* (Belfond, 1975). [...] Quand une petite fille de 5 ans commence à vous déshabiller, c'est fantastique. » En 2009, sous prétexte qu'« un enfant européen a un coût écologique comparable à 620 tra-

jets Paris-New York », le député EELV Yves Cochet prônait, quant à lui, « la réduction des prestations familiales à partir du troisième enfant ». Comme l'écrit Pascal Perri, « les Verts sont l'armée démilitarisée des zadistes, une sorte d'armée politique ».

No Borders, les abatteurs de frontières

Ils ont profité de la déferlante migratoire en France pour infiltrer au fur et à mesure les camps de migrants, notamment à Calais. Apparus en Allemagne, au début des années 1990, les groupuscules ultra-violents des No Borders, classés dans la nébuleuse anarchiste d'extrême gauche, sont aujourd'hui installés dans l'Europe entière. Adeptes des actions coups de poing et responsables de débordements lors de différentes manifestations en faveur des migrants, les No Borders de Calais sont régulièrement accusés de manipuler des clandestins pour servir leur propre cause. En France, ils bénéficient d'une relative impunité judiciaire. Accusés d'avoir provoqué volontairement des incendies dans la jungle de Calais pour empêcher son démantèlement partiel, une Britannique et un Allemand ont été relaxés par la justice... *Idem* pour cet autre « coup d'éclat », vraisemblablement signé des No Borders : avoir tagué, le 23 janvier dernier, à Calais, l'inscription « Nik la France » sur la statue du général de Gaulle. À ce jour, aucune suite judiciaire n'a été apportée à ces dégradations. ●

Arnaud Folch et Pierre Dumazeau

Syndicats CGT, Sud, les « bloqueurs » de la France

Pour Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, la loi n'est pas la même pour tous : « La démocratie politique et la démocratie sociale, ce n'est pas la même chose », confiait-il, la semaine dernière, au *Parisien*. En clair : même sans légitimité, on peut bloquer la France ! Stupéfiant aveu qui n'a soulevé aucune récrimination. Pas davantage, ou presque, pour les exactions commanditées par son syndicat contre le projet de loi travail, au seul motif – véritable – que son fameux article 2 réduit son pouvoir dans les branches professionnelles (au profit des accords d'entreprise). Voilà plus de deux mois que les conflits sociaux, conduits ou soutenus par la CGT (700 000 adhérents revendiqués), fragilisent encore la situation – et l'image – de la France, déjà engluée dans la crise : grèves à la SNCF, des ouvriers du livre (pour imposer une tribune de Martinez !), dans les raffineries (qui viennent de prendre fin), chez les éboueurs, à Air France... Sans

oublier les provocations à la haine anti-policrière. Et les violents incidents se produisant à chacune de ses manifestations. Ne représentant que 2,6 % des salariés français (11 % d'entre eux sont syndiqués), majoritairement dans le secteur public, la CGT en appelle aussi à l'accueil des migrants et à la régularisation des sans-papiers. Une fuite en avant destinée à ne pas se faire déborder par sa base.

« Il faut remonter loin, à la grève des mineurs de 1963, voire aux grandes grèves de 1947, pour trouver à la CGT des méthodes d'action aussi violentes que celles de 2016, où des militants cégétistes ont, par endroits, participé au saccage de permanences électorales socialistes », constate le professeur de science politique Philippe Raynaud. Composé d'éléments d'ultra-gauche, dont des membres d'Attac ou d'Agir ensemble contre le chômage (AC !), le syndicat Sud, en pointe chez les cheminots, se veut, pour sa part, encore plus « révolutionnaire ». A. F.